BRASSARD, Diane et PROULX, Marc-Urbain (2011) Un juste prix pour l'énergie du Québec ? Québec, Presses de l'Université du Québec, 181 p. (ISBN 978-2-7605-3163-5)

Markus Herrmann

Volume 56, numéro 158, septembre 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1014559ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1014559ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Herrmann, M. (2012). Compte rendu de [BRASSARD, Diane et PROULX, Marc-Urbain (2011) Un juste prix pour l'énergie du Québec ? Québec, Presses de l'Université du Québec, 181 p. (ISBN 978-2-7605-3163-5)]. *Cahiers de géographie du Québec*, 56(158), 496–497. <https://doi.org/10.7202/1014559ar>

géographique. Le propos n'est pas nouveau sur le fond, mais l'originalité de cet ouvrage, par les multiples exemples qu'il présente – et dont l'intérêt est néanmoins variable – est de mettre en dynamique des principes somme toute connus mais généralement abordés de manière discontinue. Ainsi, et c'est là que se situe sa valeur, il donne des éléments pour analyser l'articulation entre l'investissement ordinaire de l'espace forcément « en jeu », mais pas forcément à enjeu (mais qui peut le devenir !) et des mobilisations plus organisées et institutionnalisées lorsque les enjeux se dessinent. La gageure était de réussir, à travers une approche pluridisciplinaire, à concilier des outils et méthodes qui s'adaptent à des cadres d'analyse différents. Le principe méthodologique posé le permet ; il s'agit là de l'apport majeur de cet ouvrage.

Les auteurs posent des principes d'analyse intéressants, mais on regrettera que ces principes ne soient pas repris de manière systématique dans les différents exemples avancés, certains illustrant remarquablement la démarche proposée, d'autres offrant une lecture plus distanciée et de ce fait moins efficace. Les différents exemples sont ainsi organisés en trois parties graduées, des investissements ordinaires de l'espace aux mobilisations des autorités publiques, en passant par les mobilisations sociales et politiques des acteurs non institutionnels, pour déboucher sur une quatrième partie présentant des exemples plus complets d'analyses sur l'enchevêtrement des différents types de mobilisation. Nous retiendrons celui proposé autour des mobilisations dans les espaces urbains centraux dans le cadre des pratiques festives à Rennes, et qui est à ce titre édifiant et mérite attention.

En conclusion, on regrettera que le modèle illustrant les articulations entre les niveaux de mobilisation n'ait pas fait l'objet d'approfondissements dans la partie conclusive. Néanmoins, les perspectives de renforcement des dialogues entre disciplines sont pertinentes et, comme cela est rappelé et démontré, passent par la prise en compte de la dimension spatiale

des mobilisations. Un intéressant tableau le confirme en esquissant un réseau de concepts et de notions pour l'étude interdisciplinaire des mobilisations ; le champ de questionnements reste ouvert... et on peut se permettre d'attendre une suite.

Non, les règles simples fondées sur la seule prise en compte de règles économiques majeures ne suffisent pas à expliquer l'évolution des territoires, tout comme ne suffit pas la seule considération des jeux des décideurs ou encore le gros plan porté sur quelques individus.

Alexandre Moine
Laboratoire ThéMA – UMR 6049
Université de Franche-Comté

BRASSARD, Diane et PROULX, Marc-Urbain (2011)
Un juste prix pour l'énergie du Québec ? Québec,
Presses de l'Université du Québec, 181 p. (ISBN
978-2-7605-3163-5)

Diane Brassard et Marc-Urbain Proulx présentent dans cet ouvrage un survol de la production et de la consommation des différentes formes d'énergie entre 1990 et 2008 au Québec, ainsi qu'un portrait du potentiel énergétique de la province.

L'ouvrage se divise en deux parties, dont la première sert surtout à rapporter de nombreuses statistiques sur l'énergie. La présentation de ces statistiques reste cependant descriptive et non analytique. À titre d'exemple, les auteurs rapportent à la page 41 une baisse annuelle de la consommation du gaz naturel de 0,8 % en affirmant sans autre précision que « [l]a hausse du prix du gaz naturel y est certainement pour quelque chose ». Ce livre publié en 2011 ne fait pas le constat que la seule centrale au gaz du Québec, située à Bécancour, n'est plus en fonction depuis 2008. Hydro-Québec a préféré développer des nouveaux projets hydroélectriques plutôt qu'au gaz même si cela implique des coûts par kWh supérieurs. D'un point de vue économique, cette gestion doit être qualifiée de destructrice de richesse pour l'ensemble des Québécois « aujourd'hui », alors les auteurs la qualifieraient plutôt de nécessaire afin de cheminer vers une indépendance énergétique « demain » face aux ressources non renouvelables comme le gaz.

Dans la seconde partie de l'ouvrage, les auteurs prônent de manière sous-jacente l'indépendance énergétique grâce au développement d'énergies renouvelables. Cette indépendance n'est pas un objectif économique en soi, et ce, même dans un contexte de risque géopolitique ou de pollution résultant d'énergies fossiles. Les décennies récentes ont montré que la quantité d'énergie produite et consommée au Québec et ailleurs dans le monde est fonction de l'évolution des prix ainsi que du contexte réglementaire et institutionnel. Il en sera de même à l'avenir. Par conséquent, la poursuite de l'objectif d'indépendance énergétique peut s'avérer très coûteuse aujourd'hui et demain si les conditions nécessaires au Québec et ailleurs ne sont pas réunies.

Les auteurs suivent une approche protectionniste voulant qu'une balance commerciale (BC) négative au Québec – et accentuée par les importations onéreuses d'énergie fossile – représente un problème en soi (p. 66). Ils sous-entendent aussi que l'élimination de la

BC négative devrait être facilitée par un passage du Québec à l'indépendance énergétique. Cependant, dans le contexte technologique et politique actuel, l'importation nette d'énergie non renouvelable représente plutôt l'option la moins onéreuse pour subvenir aux besoins énergétiques du Québec.

Même si les auteurs rapportent le potentiel des autres sources d'énergie renouvelable, ils restent muets en ce qui a trait aux coûts de leur fourniture, et ainsi à l'offre, d'où l'impact limité de l'ouvrage. Ils omettent aussi d'analyser les aspects économiques qui en déterminent la demande. La demande à laquelle ils font référence dans ce contexte proviendrait d'entreprises qui s'installeraient au Québec en quête de l'énergie verte à un « prix concurrentiel (p. 107) ». C'est aussi avec ces entreprises que « le Québec sera[it] alors en force pour négocier un juste prix pour ses abondantes énergies vertes (p. 107) ». De telles affirmations relèvent du paternalisme ou de la planification centrale, qui donnent d'ailleurs le ton à cette seconde partie de l'ouvrage. Une analyse économique approfondie sur la mobilité des entreprises ainsi que sur l'éventuel avantage comparatif du Québec par rapport à d'autres pays dans le domaine des énergies renouvelables serait nécessaire pour valider ou invalider les propos des auteurs. Par ailleurs, il importe de constater que cette analyse devrait tenir compte de la réglementation environnementale des partenaires commerciaux du Québec, pour que celui-ci évite le piège de fournir un environnement plus propre sans recevoir de compensation, diminuant ainsi le bien-être des Québécois aujourd'hui et demain. Autrement dit, ignorer le contexte stratégique des réglementations entre provinces et pays revient à ignorer les impacts néfastes possibles d'un désarmement unilatéral entre pays ennemis.

Markus Herrmann
Département d'économie
Université Laval